

Contras et reContras nicaraguayens (1982-1993) : réflexions sur l'action armée et la constitution d'acteurs politico-militaires

Gilles Bataillon

Ma réflexion portera sur le Nicaragua (1982-1993) et plus précisément sur les actions armées des opposants aux sandinistes, les contras, puis sur celles des recontras, ces contras démobilisés qui ont repris les armes sous la présidence de Violeta Chamorro [1]. On sait que le Nicaragua a connu de 1982 à 1988 une guerre civile mettant aux prises les forces armées du parti-Etat sandiniste et une opposition armée bénéficiant de l'aide matérielle des Etats-Unis. Si la guerre civile a pris fin lors des élections générales de 1990 remportées par la candidate de l'opposition à la Présidence de la République, Violeta Chamorro, la violence armée n'en a pas pour autant disparu. Ses protagonistes restent pour une part ceux-là mêmes qui jouaient un rôle de premier plan durant la guerre civile : les démobilisés de la Contra et ceux des forces armées. Mes questions seront donc les suivantes : Comment passe-t-on d'actions armées et d'affrontements circonstanciés à une guerre civile et à la constitution d'acteurs politico-militaires engagés dans un combat "ami/ennemi" selon l'expression de Carl Schmitt [2] ? Quels sont les schémas d'action et de représentation des protagonistes de la violence armée dans ces différentes circonstances ? En quoi ces schémas se transforment-ils dès lors que la violence s'inscrit dans un contexte de guerre civile et plus seulement au registre d'affrontements circonscrits ? Comment ceux-ci définissent-ils un contexte et comment ce contexte se transformera au lendemain des accords de paix de mars 1988 ? La formulation de ces questions répond à un souci liminaire, marquer une distance avec, primo l'analyse schmittienne du politique, et secundo avec le raisonnement fonctionnaliste. La première mise à distance mérite explication, car j'aurais recours à l'image du clivage ami/ennemi, qui me semble parfaitement rendre compte des oppositions caractéristiques des situations de guerre civile, sans pour autant reconnaître de pertinence à la proposition schmittienne qui fait de la "distinction ami/ennemi" le "critère du politique" [3]. Mon propos consiste au contraire à comprendre comment cette distinction en est venue, à un moment donné et un temps durant, à constituer la seule figure possible du politique. Ma seconde mise à distance s'inscrit dans le sillage des critiques formulées [4] contre un mode de raisonnement qui postule que l'incapacité du "système politique" à satisfaire des

demandes entraîne quasi automatiquement les porteurs de celles-ci à se tourner vers la violence pour les faire aboutir. On sait que leur non satisfaction conduit aussi, pour le meilleur ou le pire, à l'apathie ou encore au repli. J'analyserai ainsi tour à tour le passage d'une situation (1980-1982) caractérisée par des actions armées émanant des acteurs les plus divers (gardes nationaux somozistes, paysans pris dans les réseaux clientélistes du parti conservateur, révolutionnaires déçus, indiens de la côte atlantique) à une conjoncture (1982-1985) marquée par des actions émanant d'organisations politico-militaires homogènes (Forces Démocratiques Nicaraguayennes - FDN -, Alliance Révolutionnaire Démocratique - ARDE -, Miskito Sumu Rama - MISURA), bientôt fondues en une seule à partir de 1986 (l'Union Nationale d'Opposition-UNO qui prendra ensuite le nom de Résistance Nicaraguayenne - RN). Je m'interrogerai ensuite sur le mode d'action de ce nouvel acteur politico-militaire que sera la Contra. J'analyserai pour finir, la nature des actions armées des ex-contras, les recontras, au lendemain de l'élection de Violeta Chamorro.

Des actions armées émanant d'acteurs hétérogènes Constitués par des éléments hétérogènes menant, pour certains, des actions armées dès 1980 (membres de la bureaucratie et des milieux d'affaire somozistes, soldats et officiers de la Garde Nationale (GN), activistes et combattants de l'insurrection qui devait se solder par la défaite de Somoza et la prise du pouvoir [5] par une Junte de Gouvernement de Reconstruction Nationale (JGRN), militants du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), agriculteurs des zones de front pionnier [6], Indiens miskitos et sumus de la côte atlantique) la Contra va peu à peu se structurer en trois mouvements rivaux (ARDE, FDN et MISURASATA) en 1982, tenant peu ou prou le même discours à l'encontre de la révolution sandiniste, puis en une seule organisation à partir de 1986 (UNO puis RN). Cette hétérogénéité des protagonistes armés, qui en viendront à former la Contra, ne tient pas seulement à l'identité propre de chacun d'entre-eux, mais aussi à leurs modes d'opposition et de concurrence avec le FSLN, et à leurs projets politiques. Ainsi les membres de l'appareil d'Etat somoziste, de la GN et des milieux d'affaire somozistes, dont l'opposition au Front s'inscrit dans le prolongement de leur appui passé au dictateur renversé et en réaction aux stigmatisations et aux confiscations dont ils sont l'objet, entendent, dès le lendemain du 19 juillet 1979, promouvoir un retour au statu quo ante à savoir un autoritarisme politique, modèle de développement basé sur les agro-exportations. Leurs actions armées qui bénéficient rapidement de l'appui des militaires centraméricains et de leurs homologues argentins visent à renverser non seulement les sandinistes mais l'ensemble formé par les forces appuyant la Junte de

Gouvernement de Reconstruction Nationale (JGRN). Les combattants sandinistes, pour beaucoup vétérans du Front Sud Benjamin Zéledon, les activistes anti-somozistes issus des milieux conservateurs, ou du parti social chrétien, qui se lancent dans des opérations armées à la fin de 1981 ou au début de 1982, se définissent comme les porteurs du projet originel de la JGRN. Leur opposition se situe donc au sein de la révolution. Les actions armées dont ils sont les auteurs ne visent pas le renversement du Front, mais pour ceux qui en sont, ou en furent membres, l'infléchissement de la politique de la Direction Nationale du FSLN, et pour les autres la négociation avec le Front en vue d'obtenir un retour à la politique définie lors de la mise en place de la Junte à savoir : le pluralisme politique, la démocratie représentative, une économie mixte, le non-alignement en matière de politique internationale. De même les militants indigénistes de MISURASATA, engagés à la fois dans une lutte communautaire et dans un mouvement modernisateur depuis les années 1970, s'opposent aux menées du FSLN sur des problèmes propres à la côte atlantique. Ils dénoncent le "colonialisme interne" des sandinistes, c'est à dire l'omniprésence de leurs cadres à tous les postes clés des institutions administratives, le non respect des droits coutumiers des communautés sur la terre et la volonté de promouvoir la langue espagnole aux dépens des langues vernaculaires. De 1981 à 1982 les actions armées des activistes de MISURASATA vont donc s'inscrire dans le cadre d'une politique de pression et de négociation avec le gouvernement central afin que celui-ci reconnaisse certaines revendications indianistes qui sont autant d'éléments à la base de leur projet autonomiste et modernisateur. Enfin, les membres des groupes armés Milices Populaires Anti-Somozistes (MILPAS), apparus dans les départements centraux durant la dernière année de la lutte contre Somoza et qui reprennent les armes parfois dès la fin 1979, ou les paysans qui forment des bandes dans les mêmes zones et à la même époque, se définissent avant tout par leur réactions négatives face à différentes mesures du nouvel appareil d'Etat. Aussi oscillent-ils entre la colère (nos encachimbamos) et des demandes ponctuelles et immédiates (le remplacement de fonctionnaires de l'appareil d'Etat mis en place au lendemain de la révolution) mais ne formulent jamais aucun projet global. Ces agriculteurs des zones de front pionnier prennent ou reprennent le maquis en réponse à ce qu'ils considèrent avant tout comme des atteintes à leur dignité, à celle de leurs familles ou de leurs dépendants (mozos colonos et aparceros), ou comme des menaces directes contre un certain mode de vie. Ainsi s'insurgent-ils contre le ton de la "Croisade nationale d'alphabétisation" menée en 1980 et contre l'application au jour le jour des dispositions de la nouvelle politique agraire. C'est dire que les organisations de la Contra

vont s'édifier à partir de demandes et de visées largement hétéroclites, lesquelles émanent d'agents socio-politiques aux identités elles aussi des plus hétérogènes. Certaines actions armées, celles de la Légion du 15 septembre qui regroupe des militaires et des civils somozistes visent à renverser le régime né de la révolution du 19 juillet 1979. D'autres, réalisées par le Front Révolutionnaire Sandino (FRS) ou les Forces Armées Révolutionnaires Nicaraguayennes (FARN) se définissent comme autant de critiques internes au monde institué par la révolution. Les actions réalisées par les membres de MISURASATA s'intègrent dans une lutte de libération nationale où les démonstrations de force s'articulent à une volonté de négociation avec le pouvoir central. Les coups de mains pratiqués par les MILPAS ou les autres bandes paysannes sont autant de gestes de protestation immédiats. Ce qu'il convient donc de saisir c'est comment à partir d'une telle disparité ont pu surgir des acteurs politico-militaires qui, non seulement viendront à définir de la même façon leur identité, leur adversaire et leur but, mais finiront de plus par se fondre en une seule organisation.

La transformation d'un contexte, l'apparition des contras Il importe, avant de cerner cette mutation, de préciser brièvement comment ces acteurs devenus des contras vont s'auto-définir, identifier leurs adversaires et se représenter leurs actions. Les identités de départ, le plus souvent articulées à des expériences plurielles, la défaite et l'exil pour les somozistes, la révolution et sa "trahison" pour le FRS ou les FARN, l'indianité et les combats pour une autonomie modernisatrice pour les indiens de la côte atlantique, les humiliations imposées par les agents du nouvel appareil d'Etat, s'effacent au profit d'une identité avant tout politique dont les maîtres mots sont "démocratie" et "Nicaragua". Le sandinisme n'est pas seulement défini comme un ennemi, là encore en rupture avec les multiples représentations qui prévalaient jusque là et faisaient de lui un concurrent, mais comme une entité vis à vis de laquelle on est engagé dans un combat visant tout autant à détruire l'adversaire qu'à briser sa volonté politique. En effet, les contras n'adoptent pas les représentations des somozistes qui voyaient dans la révolution une nébuleuse de forces hostiles dont on visait le renversement. Le déplacement est double. La révolution est ramenée à sa composante hégémonique au lendemain de la défaite de Somoza, le FSLN. Ce dernier n'est plus seulement perçu comme une force socio-politique dont on dénonce la mainmise sur nombre d'institutions, mais comme l'incarnation d'une subversion de tous les fondements de l'ordre social qui prévalait jusque là et comme un agent des intérêts géopolitiques du bloc soviétique. Aussi tous affirment à l'identique qu'il n'est d'autre

option que le combat ami/ennemi et l'éradication définitive de toute trace de cette entité, comme en témoigne leur utilisation répétée de la métaphore du "cancer sandino-communiste". Cette transformation d'acteurs aussi divers que possible en contras, porteurs des mêmes schèmes d'action et de représentation a fait l'objet de nombreuses analyses [7] qui mettent au centre de leur explication deux phénomènes dont elles font autant de facteurs explicatifs : le soutien massif apporté aux contras par les Etats-Unis, au travers des agissements de leurs services secrets ou de certains secteurs des forces armées ; la radicalisation des opposants au sandinisme en raison de la multiplication des mesures répressives ou impopulaires prises par le Parti-Etat. Nul doute que ces phénomènes aient pesé sur le déroulement des événements. Jamais la Contra n'aurait atteint l'importance qui fut la sienne, sans l'aide nord-américaine. Celle-ci se traduit notamment par la prise en charge de la logistique nécessaire à l'armement et à la survie de quelques 20 000 combattants et leurs familles cinq années durant (1982-1987). De surcroît une partie de l'instruction militaire fut assurée par des assessseurs payés par les Etats-Unis et des conseillers établirent souvent dans les détails les plus minimes le plan des opérations militaires des contras. C'est dire si cette organisation de guérilla fut dépendante de l'aide officielle ou clandestine nord-américaine. De même, sans l'impopularité de nombreuses dispositions de la politique agraire du Front, sans les mesures répressives des Forces Armées Sandinistes face aux paysans rétifs à un engagement à leurs côtés dans la lutte contre les "bandes contre-révolutionnaires", la Contra n'aurait jamais pu tabler sur un aussi grand nombre de combattants, ni sur les soutiens qu'elle rencontra dans les zones où elle opérait. Si la compréhension de cette transformation des protagonistes armés ne saurait faire l'économie de ces deux phénomènes, elle ne saurait en revanche y discerner les causes d'une telle mutation. On ne saurait comprendre ce passage qu'en réinscrivant les actions et les acteurs dans ce que j'appellerai à la suite de P. Berger et T. Luckmann un contexte [8], c'est à dire à la fois "un ensemble de circonstances qui favorisent ou pas la possibilité de certaines actions, un champ qui résulte de ces mêmes actions qui se combinant font apparaître de nouveau lieux de tensions et d'instabilité et enfin, la rivalité entre les acteurs pour imposer un sens, lequel sera présent comme contexte" [9]. Les actions armées émanant d'agents les plus divers sont à l'évidence favorisées à la fois par les circonstances et par la "culture politique" [10] nicaraguayenne. Les années 1978 et 1979 ont été marquées par une guerre civile qui s'est terminée par le renversement d'une dynastie présidentielle au pouvoir depuis près d'un demi-siècle. C'est dire que tous les équilibres et les arrangements nés des marchandages menés par le clan Somoza et les

multiples autres forces politiques et sociales sont rompus et que les diverses forces ayant participé au renversement de Somoza sont engagées dans des négociations tout azimut où les discussions entre "concurrents pour le pouvoir" [11] vont de paire avec les démonstrations de force. Les actions des FARN ou du FRS participent ainsi d'une négociation pour savoir quel sera le poids respectif des différents secteurs ayant participé au renversement de Somoza dans le nouvel espace socio-politique institué à cette occasion. Les actions des bandes armées paysannes dans le centre du pays s'inscrivent également, même si c'est de façon très immédiate et très ponctuelle, dans ce type de marchandage avec les nouveaux agents du pouvoir central. Il est cependant une nouveauté qui tient aux représentations véhiculées par le FSLN et à son poids grandissant. A la différence de ses concurrents, il se perçoit comme l'accoucheur d'un monde nouveau. Il prétend, à l'image du parti bolchevique lors de la révolution russe de 1917, incarner "le pôle du savoir et de l'action" selon les expressions de Claude Lefort [12]. Il s'affirme comme "le pouvoir social". Ses représentants dénie tout principe d'une division interne à la société et récusent la notion même d'une hétérogénéité sociale ou politique. Ce mode de pensée va de paire avec la représentation d'un "peuple-Un" qui se combine avec celle d'un "ennemi du Peuple" constitutive de l'identité même de ce peuple-Un. Le Front sandiniste prétend donc être tout à la fois l'incarnation de ce peuple-Un qu'est selon lui le peuple nicaraguayen, le garant de son unité, son protecteur et d'une certaine façon son créateur. C'est dire que dès les débuts de la révolution, le Front inscrit les actions armées émanant des groupes les plus divers au registre de la contre-révolution et les stigmatise par l'emploi du mot *contra*. A user de ce mot pour caractériser l'ensemble de ces actions armées et la multiplicité de leurs acteurs, les sandinistes créent un nouvel enjeu et définissent de nouvelles tensions. Le monde du marchandage politique entre les acteurs de la révolution dans lequel s'inscrivait auparavant la plupart de ces actions armées est aboli au profit d'un clivage entre un peuple-Un et ses ennemis. Si cette prétention du Front à fonder un monde nouveau en opposition radicale avec l'ancien monde, désigné comme celui de la barbarie, rappelle le diptyque civilisation/barbarie énoncé par Sarmiento dans le *Facundo*, représentation du politique commune à l'ensemble des acteurs présents lors du renversement de Somoza, elle s'en distingue pourtant de façon radicale. Daniel Pécaut [13] a souligné combien pour les élites latino-américaines le social laissé à lui même ne pouvait que conduire à l'avènement du chaos et à la dissolution du social lui même. En effet, pour ces élites, l'idée qu'une volonté puisse se dégager de l'exercice du suffrage reste une chimère. Aussi ont-elles toujours été sensibles au thème de la

révolution par en haut et de l'encadrement des classes subalternes, que celui-ci prenne la forme d'un corporatisme étatique ou de liens clientélistes plus traditionnels. De même sont-elles promptes à stigmatiser l'adversaire politique sous le trait du barbare menaçant l'ordre et la civilisation. De ce point de vue, tout au long de leurs luttes contre la dynastie plébéienne des Somoza, au pouvoir de 1937 à 1979, les grandes familles conservatrices ne se sont pas privées de faire appel à cette image de la barbarie. La tête de file de ces familles patriciennes, Pedro Joaquin Chamorro, dont l'assassinat en 1978 déclencha la révolution, ne se privait pas de traiter Somoza de "nouvel Hérode" et de brocarder sa "sauvagerie". Pourtant cette représentation du social et du politique qui fait une large place à l'image du conflit quasi guerrier entre des entités adverses et oppose volontiers le thème de la barbarie à celui de la civilisation, ne vise cependant jamais la création d'un ordre radicalement neuf, pas plus que l'élimination de son adversaire. La volonté manifestée par les sandinistes d'interpréter en fonction de nouveaux repères l'ensemble des expériences socio-politiques et parmi elles les actions armées disparates, va entraîner en retour un durcissement de l'opposition sarmientienne barbarie/civilisation chez nombre de protagonistes armés. Au lieu d'user de cette métaphore d'une façon toute rhétorique, et de rester dans un champ d'opposition où aucun des termes en présence ne saurait être éliminé, ces protagonistes armés vont passer du registre confrontation/transaction à celui du combat ami/ennemi, c'est à dire à une logique du tiers exclu. L'avènement de cette nouvelle grille de lecture des événements, de ce que Claude Lefort appellerait leur nouvelle "mise en sens" [14], se fera d'autant plus facilement qu'elle coïncidera de surcroît avec celles d'acteurs internationaux présents de longue date dans les conflits centraméricains à savoir : le Parti Républicain nord américain dont le candidat, Ronald Reagan, vient de remporter les élections présidentielles, et les militaires guatémaltèques, honduriens et salvadoriens. Le premier voit en effet dans le renversement de la dynastie de Somoza, la disparition de la Garde nationale et son remplacement par les forces armées sandinistes (Ejercito Popular Sandinista-EPS) une menace pour la stabilité régionale. Il craint le surgissement d'un "nouveau Cuba" cette fois-ci au coeur même de l'isthme centraméricain et réhabilite selon le mot de J. Kirkpatrick les "dictatures amies" [15]. Les seconds qui justifient leur pouvoir, tout comme les Somoza l'avaient fait plus de 40 années durant, en se présentant comme les seules institutions capables de mener à bien la modernisation de leurs pays respectifs sans que celle-ci ne débouche sur une désintégration sociale, se sentent menacés par une révolution qui a renversé un de leurs pairs. De fait, le discours reaganien comme celui des militaires

centraméricains, qui voient dans la "lutte contre la subversion" une manière de combat ami/ennemi, s'articulent fort bien à celui du FSLN pour lequel le clivage peuple-Un/Contra est au fondement de sa représentation du politique, et à la transformation du diptyque opposition-négociation en un clivage ami/ennemi de ses multiples opposants. Aussi est-ce bien la conjonction d'un langage nouveau, celui des sandinistes, du durcissement en retour de celui de leurs adversaires et de discours présents de longue date sur la scène politique centraméricaine, ceux des nord-américains et des militaires centraméricains, qui va permettre l'installation des multiples opposants armés aux sandinistes en un même lieu, celui d'une adversité irréductible à une révolution désormais perçue sous la seule image de son incarnation par le parti-Etat sandiniste. Et c'est à partir de ce lieu que se construira une identité de la Contra mettant en avant les mots de "démocratie" et de "Nicaragua" pour essayer d'effacer l'opprobre jetée sur elle par ses adversaires.

la rhétorique contra C'est donc à partir d'un stigmaté, Contra, imposé par les sandinistes, que l'opposition armée va s'inventer, au sens littéral du terme, d'autres références identitaires. Peu importe ici pour mon propos le rôle que jouèrent indéniablement dans cette invention [16] les conseillers/tuteurs nord-américains, il est en revanche autrement plus lourd de signification que cette invention ait été acceptée par les combattants et bon nombre de nicaraguayens hostiles aux menées du Front. Nicaragua et démocratie, tels vont être les deux mots mis en avant par les contras. Cette tentative de s'emparer de la thématique nationaliste est pour le moins paradoxale. La dénonciation du poids des conseillers issus des pays communistes auprès des sandinistes et de la fascination de ces derniers pour la révolution cubaine et la personne de Fidel Castro est d'autant plus paradoxale qu'elle est non seulement le fait d'acteurs engagés dans des rapports de vassalisation avec les Etats-Unis, mais qu'elle surgit au sein d'une culture politique qui a toujours admis la participation de puissance étrangère au jeu politique nicaraguayen, et ce dès le lendemain de l'indépendance (1821) [17]. Ce nationalisme n'est pas seulement une invention ex nihilo au regard de l'expérience passée de la plupart des combattants anti-sandinistes, il est parfois même en totale rupture avec des expériences passées. Ainsi l'histoire des Miskitos et dans une moindre mesure celle des Sumus et des Ramas sont celles de chefferies qui surent du 16e au 19e siècle s'allier avec les "frères de la côte" et les boucaniers, puis avec la couronne britannique, pour s'opposer à l'expansion de l'Empire espagnol puis de la jeune république nicaraguayenne sur leurs territoires. Cette histoire est de plus l'objet de nombreux récits qui valorisent cette opposition

aux "Espagnols". Cette invention nationaliste s'effectue enfin avant tout sur le registre incantatoire et ne s'articule jamais au projet de créer un roman national en tissant certains fils de l'histoire nicaraguayenne. Le fait mérite d'autant plus d'être souligné que la mise en avant de la référence nationale est une réplique à la prétention du FSLN d'incarner la Nation et le patriotisme nicaraguayen. Cette mise en avant est aussi une manière de se défendre face à la stigmatisation dont sont l'objet les contras. Les sandinistes ne les traitent-ils pas de bradeurs de la patrie (vende-patria). Cette revendication du patriotisme fait enfin le pendant à la capacité du Front à s'approprier l'histoire nationale grâce à un travail historico-littéraire [18] en se présentant comme l'héritier d'une geste de libération nationale commencée dès l'époque coloniale. La référence au thème démocratique appelle les mêmes remarques. Elle est avant tout, elle aussi, une formule incantatoire, et ne s'inscrit nullement dans le prolongement d'une réflexion et encore moins sur des expériences passées ou en gestation. En effet, si les différents secteurs qui forment la Contra sont tous anti-totalitaires, leur vision du monde ne fait aucune place à certains concepts ou à certaines expériences au fondement de la démocratie moderne. Les références aux pratiques décrites et analysées par Charles Anderson [19] sous la dénomination de "système des concurrents pour le pouvoir" ou à celles illustrant le paradigme ami/ennemi sont soit étrangères soit autant d'antithèses aux référents démocratiques que sont la thématique des droits de l'homme ou celle des élections libres. La référence des contras au premier de ces deux thèmes n'est qu'une manière de dénoncer au coup par coup le régime sandiniste comme lors des déplacements forcés des communautés sumus et miskitos installées sur le Rio Coco, le fleuve frontalier avec le Honduras, et la destruction systématique des villages indiens dans le cadre d'opérations de contre-insurrection (1982). Jamais cette référence ne s'articule à une réflexion sur les droits de l'homme, ou même à une dénonciation systématique des violations commises par les sandinistes. Cette dénonciation reste avant tout rhétorique et ne cherche jamais à s'étayer sur des faits. Enfin dès que certains, dans les rangs de la contra ou au sein des organisations de défense des droits de l'homme, dénoncent les massacres perpétrés par les contras comme autant de violation des droits des gens, et esquissent un parallèle entre ces actes et certains autres reprochés aux sandinistes pour en appeler à un autre type de guerre de guérilla, ils se voient immédiatement reprocher de faire le jeu de l'ennemi et rappeler les dures nécessités de la guerre. L'idée que les élections constituent un moment clé de l'expérience démocratique en ce qu'elles permettent une mise en scène de la division de la société, une reconnaissance du pluralisme et de l'individualisme, est elle aussi

parfaitement étrangère aux contras. Pour ces derniers les élections ne sont au mieux qu'une manière de s'emparer du pouvoir d'Etat, et restent de toute façon suspectes car elles ne visent pas la destruction de l'adversaire à établir une manière de coexister pacifiquement avec lui. Rien en n'est plus éclairant à cet égard que l'attitude de la Contra lors des élections générales de novembre 1984. Jamais elle ne chercha à appuyer de possibles candidats d'opposition et n'eut de cesse que de dénoncer une opération destinée selon elle à diviser l'opposition et assurer la pérennité du pouvoir sandiniste. Ainsi la référence à la nation comme à la démocratie apparaissent comme autant de fictions en déphasage complet avec l'agir et la rhétorique de la Contra.

Si le schéma ami/ennemi conduit les contras à se percevoir comme les indispensables remparts contre une possible institution de la barbarie et comme les instigateurs d'un monde démocratique à venir, ils n'en remettent pas moins au lendemain de la défaite militaire des sandinistes toute possibilité de fonctionnement démocratique. Les organisations de la Contra, l'ARDE, le FDN, MISURA, bientôt regroupées au sein de la RN sont en effet régies par des principes et des modes de fonctionnement pour le moins autoritaires. Le pouvoir est entre les mains de camarillas qui ont su constituer en tant qu'intermédiaires obligés entre les bailleurs de fonds nord-américains, les autorités civiles et militaires des pays qui abritent leurs bases arrières ou leur offrent des facilités de passage. Et, si l'on trouve au sein de ces états-majors des organes délibératifs, composés de représentants des multiples groupes d'opposants en exil, ils jouent dans le meilleur des cas un rôle marginal et leur influence est des plus minime. De plus, bon nombre de combattants de base, de cadres intermédiaires, de commandants de troupes, de politiques, sont persuadés que la mainmise de ces oligarchies militaires sur les mouvements armés n'est pas seulement un mal nécessaire, ce pour des raisons fonctionnelles, mais répond à des nécessités qui tiennent à la nature même du social. En effet, tous perçoivent le monde en fonction de schémas marqués par un catholicisme intransigeant et considèrent que la remise en cause du pouvoir des "autorités naturelles", le droit à la libre critique, ne peut qu'entraîner la ruine de la société et des "corps" qui la composent, lignages familiaux, communautés villageoises, réseaux clientélistes, etc. Aussi s'accommodent-ils du pouvoir de ces camarillas et n'envisagent-ils pas la possibilité d'autres types de rapport entre les combattants et leurs dirigeants. C'est dire que si on peut entendre nombre de critiques à l'encontre des dirigeants de l'état-major, de leur capacité à conduire les opérations militaires, ces critiques ne visent jamais que des individus et en aucun cas des fonctionnements institutionnels.

Ami/Ennemi A la différence des références à la nation nicaraguayenne ou à la démocratie, celles relatives à la guerre et au clivage "ami/ennemi", comme essence du politique, vont être au centre de l'action et des représentations des contras. La multiplication des opérations armées sur l'ensemble du territoire à partir de 1982, les attaques systématiques des coopératives sandinistes, les exécutions sommaires de représentants et de responsables locaux du pouvoir sandiniste, ne visent pas seulement à affaiblir l'adversaire et à l'installer dans une position défensive. Elles visent tout autant à démontrer la matérialité du conflit ami/ennemi sur l'ensemble du territoire et à détruire, moins des objectifs économiques vitaux pour l'économie du pays (du moins de 1982 à 1985), que tout ce qui peut symboliser l'avènement d'un "monde nouveau". Ainsi les groupes qui, venant des camps d'entraînement honduriens ou costariciens, cheminent jusqu'au centre du pays et y multiplient les coups de main contre les coopératives sandinistes, les postes militaires, les activistes du Front, cherchent tout autant à accréditer l'idée d'une guerre généralisée à l'ensemble du territoire qu'à mener des opérations en fonction de plans de bataille strictement militaires. De même leurs exactions sanglantes contre des coopérateurs, des activistes souvent adolescents, des femmes et parfois même des enfants ne s'inscrivent nullement au registre d'une quelconque efficacité guerrière, mais sont à mettre au compte de la volonté de multiplier les mises en scène du conflit ami/ennemi et son caractère inexpiable. On est en effet en totale rupture avec le discours d'un Eden Pastora - le leader de l'ARDE - lors de son appel à l'insurrection armée au début 1982. Il appelait alors les nicaraguayens, et parmi eux les membres du FSLN, à "chasser à coups de fusil les 9 dirigeants de la Direction Nationale du FSLN de leurs Mercedes et de leurs maisons de luxe" et à retrouver les "idéaux primitifs de la JGRN". Sa dénonciation ne visait qu'un noyau dirigeant jugé seul responsable du dévoiement des idéaux révolutionnaires. Ici au contraire les assassinats des partisans de la révolution, souvent parmi les plus humbles, sont la preuve de la totale intransigeance des contras, face aux membres du camp sandiniste. Ces victimes, qu'elles soient coopératrices, brigadistes de la "Croisade d'alphabétisation", responsables politiques ou militaires du pouvoir sandiniste, sont considérées comme autant de symboles d'un projet dont on vise la destruction. Cette politique d'assassinats systématiques à l'encontre de tous ceux qui à un titre ou à un autre incarnent l'expérience révolutionnaire participe aussi d'une visée terroriste qui s'articule à la représentation du politique en fonction d'un clivage ami/ennemi. Les contras ne se contentent pas de tuer au combat ou dans des embuscades des partisans de la révolution ou des civils qui refusent de prendre leur parti dans la guerre, ils sont aussi

responsables d'exécutions de civils ou de combattants pratiquées le plus souvent au terme d'un combat ou avant une retraite, et ce lors de véritables meetings où sont conviées les populations. De même se rendent-ils coupables de tortures et de mutilations à l'encontre de leurs victimes. Ces exécutions, ces tortures et ces mutilations s'inscrivent comme autant de sur-marquage du conflit ami/ennemi. En effet en donnant la mort, pas seulement durant le combat, les contrastes signifient bel et bien que la dichotomie ami/ennemi a envahi tout l'espace des relations entre les hommes et pas seulement l'espace socio-politique. Il n'est plus de temps ou de lieux en marge de la guerre. Les meurtres perpétrés, les combats, les tortures, les mutilations des vivants ou des morts, les assassinats de femmes enceintes, leur éviscération et la mutilation de leurs fœtus sont là encore une manière d'inscrire le conflit ami/ennemi non seulement dans l'immédiat mais aussi dans le futur. On va ainsi jusqu'à imprimer la marque de la guerre sur un fœtus, symbole s'il en est d'humanité à venir. Les tortures "gratuites" des prisonniers avant leur exécution, tout comme les viols sont autant de signes d'une poursuite de la guerre par delà les combats. Enfin, les mutilations des cadavres sont là encore une manière d'affirmer que la guerre perdure par delà la mort de l'adversaire. Celui-ci, même mort, reste un ennemi irréductible d'où ce marquage de l'hostilité sur le cadavre. Cette mise en scène de la terreur ne matérialise pas seulement le fait qu'il n'est plus d'autre espace de rencontre entre les hommes que celui de la guerre. Elle traduit aussi des impératifs fonctionnels vis à vis des populations dont on dispute le contrôle au Front sandiniste. Comme le remarque très finement Pierre Pachet dans "la pensée de la torture", celle-ci "devient moyen de gouvernement, à la fois pour affirmer que la force du pouvoir est irrésistible, et pour donner l'exemple, qui sera diffusé, du ressort violent sur lequel il compte pour maintenir les hommes dans l'obéissance [20]. Assassinats, tortures et mutilations sont autant de manières d'obtenir le consentement, à tout le moins ponctuel, aux activités des contrastes. Ces actes et leurs mises en scène, comme le remarque encore Pierre Pachet dans la même étude, sont aussi autant de manières de souder une collectivité à une Idée par dessus des corps suppliciés. Cette mise en avant et cette survalorisation du rapport ami/ennemi dans les relations des contrastes avec la population nicaraguayenne participe d'une volonté de n'inscrire ces relations que dans un champ politico-militaire. Ainsi les actions armées ou l'exercice de la terreur ne s'articule jamais à une volonté de réorganisation sociale. On attend des populations civiles qu'elles refusent toute collaboration aux entreprises du parti-Etat sandiniste, sous peine d'être considérées à leur tour comme des ennemies de la Contra. Il leur est de plus demandé de fournir des guides, des

combattants, de la nourriture, et dans plus d'un cas de faire pression sur leurs filles pour qu'elles cèdent aux avances des combattants. Enfin, si les recrues subissent un entraînement particulièrement brutal et humiliant, celui-ci n'est nullement pensé par ses initiateurs comme une matrice destinée à former un quelconque "homme-nouveau", ou à extirper d'éventuels "penchants sandinistes". Cet entraînement n'est perçu que comme une instruction militaire même s'il est de fait un apprentissage social total. De même, les exactions dont sont victimes nombre des recrues ne sont que l'application jusque dans les rangs des contras et tout spécialement dans les rangs de ceux qui ont leurs bases arrières au Honduras, du clivage ami/ennemi. Ainsi, certaines recrues soupçonnées, généralement sans l'ombre d'une preuve, d'être des "sandinistes infiltrés" ou considérées comme telles, en raison de leurs protestations face à ces traitements particulièrement dégradants, se voient infliger les tortures les plus brutales et finissent par être assassinées. Pourtant quelles que soient les pesanteurs qui apparaissent au sein des organisations armées, les formes de sociabilité propres à la guerre, celles-ci ne sont jamais perçues par les acteurs armés comme les matrices d'un comportement nouveau propres à fonder une sociabilité qui esquisserait le monde à venir après la défaite des sandinistes. Toute volonté de créer des rapports sociaux nouveaux est au contraire déniée au profit de l'exaltation soit d'une "sociabilité naturelle" dont le catholicisme traditionnel serait le meilleur protecteur, soit d'une "tradition miskito". Ce refus délibéré de toute intervention dans le social et le politique autre que la destruction des créations du sandinisme par l'action guerrière est pour beaucoup en totale rupture avec leurs pratiques passées notamment pour les Miskitos et pour bon nombre d'ex-participants à la révolution. En effet, le groupe armé des premiers (MISURA) est né d'une organisation (MISURASATA) dont le but n'était autre que la promotion d'une modernisation endogène des communautés indiennes miskitos, sumus et ramas. Beaucoup des guérilleros indiens ont d'ailleurs l'expérience de la campagne d'alphabétisation, menée en langues indigènes, et de l'entreprise d'inscription au cadastre des terres des communautés indiennes afin de s'opposer documents écrits en main aux entreprises de colonisation de terres supposées non exploitées. Une fois passés à l'action armée, ceux qui avaient participé à ces expériences n'ont d'autres rapports avec les communautés que le prélèvement d'un tribut sous forme de vivres et de recrues pour la guérilla. Enfin, jamais les contras ne vont chercher à mettre en place dans les zones où ils opèrent ou dans les milieux de l'exil nicaraguayen de quelconques réseaux de pouvoir ou d'entraide. Leur seule préoccupation sera d'ordre guerrier et il n'y aura jamais de places pour d'autres actions que l'action militaire. Et c'est fort difficilement qu'ils parviendront à se

doter d'organes de propagande dans la communauté nicaraguayenne en exil ou auprès de leurs bailleurs de fonds nord-américains. On a vu comment les schémas d'action et de représentation des contras s'étaient forgés en réponse à la situation inédite qu'était l'arrivée au pouvoir des sandinistes et la lecture que ces derniers avaient imposée des actions armées très largement hétérogènes émanant ici encore d'agents aux visées et aux trajectoires les plus diverses. On a vu comment était apparu chez les contras un nouveau type de rapport au politique faisant sien le paradigme ami-ennemi et comment les trois groupes armés (ARDE, FDN et MISURA), en rupture avec leurs pratiques et leurs discours antérieurs, l'avaient adopté à quelques nuances près. Plusieurs restent questions à élucider : en quoi les organisations armées, quelles qu'aient été leurs dérives et leurs pesanteurs, sont toujours restées liées à des totalités aux contours certes flous mais on ne peut plus réelles, les nicaraguayens en opposition aux entreprises du Front, et ne sont jamais tombées dans un pur subjectivisme, devenant l'avant garde auto-proclamée de communautés disparues ou inexistantes.

Des acteurs en symbiose avec leurs milieux de référence Bon nombre d'observateurs, tout comme certains membres des organisations armées ont souligné combien celles-ci s'étaient accommodées de la situation de guerre, combien certains de leurs dirigeants militaires ou politiques s'étaient installés dans la guerre au moins autant comme dans un mode de vie que dans le but de renverser les sandinistes [21]. En bref, nul doute que pour beaucoup de contras (des simples combattants nomadisant entre les bases arrières honduriennes et les départements centraux, aux dirigeants politico-militaires au train de vie fastueux) les moyens ne se soient souvent confondus avec les fins. Ainsi l'enrôlement de nombreux combattants et de politiques au sein des staffs de la contra, oscille entre le volontariat, la contrainte et la possibilité de profiter de "biens individuels" [22]. Font partie de ces biens les "aides familiales" [23] ou les véritables salaires perçus par les contras qui varient de quelques dizaines de dollars par mois à plusieurs milliers pour les plus hauts dirigeants. A cela s'ajoutent des viatiques destinés à couvrir les dépenses occasionnées par des voyages aux Etats-Unis, en Amérique latine ou en Europe pour défendre la cause de l'opposition armée, comme le fait de porter les armes, de toucher un uniforme et de la nourriture. De même est-il souvent très confortable matériellement et de surcroît prestigieux pour les politiciens en exil d'intégrer les pléthoriques groupes de responsables politiques ou de porte-parole de la Contra en Amérique latine aux Etats-Unis ou en Europe. Il en va de même pour les jeunes réfugiés. Il est autrement plus valorisant de

devenir un guérillero appuyé par la première puissance mondiale que de participer à des travaux d'assainissement ou de voirie dans les camps du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR). Paradoxalement, le primat reconnu à la lutte armée dans la confrontation avec les sandinistes, tout comme l'adoption du clivage ami/ennemi comme mode de représentation du politique ou le chevauchement, à plus d'une occasion, des fins et des moyens de la guerre contre les sandinistes ne s'effectuent nullement en rupture avec le restant de l'opposition aux sandinistes en exil ou au Nicaragua. J'ai évoqué plus haut l'importance de l'opposition sarmientienne civilisation/barbarie dans la conscience collective, c'est encore à cette image qu'il faut faire appel pour comprendre comment la Contra va devenir un acteur capable de faire la médiation entre des acteurs porteurs de revendications politiques et sociales, comme les partis d'opposition et les syndicats regroupés au sein de la Coordonation Démocratique Nicaraguayenne (CDN), ou économiques, comme le Conseil Supérieur de l'Entreprise Privée (COSEP). Ces acteurs sans pour autant intégrer les organisations armées vont subordonner leurs visées propres à celle de la Contra et de fait différer l'aboutissement de leurs revendications au lendemain de la défaite militaire des sandinistes. La Contra n'est toutefois nullement investie d'un rôle d'avant garde armée qui aurait capacité et vocation à représenter des intérêts divers, pas plus qu'elle ne devient un acteur hégémonique au sens où elle définirait un projet socio-historique nouveau capable d'articuler des demandes diverses. Elle est investie d'un rôle ponctuel dans un combat ami/ennemi, celui de rempart contre le possible avènement de la barbarie et du chaos social qu'accompagnerait inévitablement la victoire définitive des sandinistes et de leurs alliés du bloc soviétique. Ainsi va-t-on peu à peu assister à un ralliement implicite de l'ensemble des opposants à la logique d'action qui consiste, primo à ériger les contras en rempart contre la barbarie incarnée par le Front, segundo à remettre toute revendication et toute action propre au lendemain de la défaite militaire de l'ennemi sandiniste, et tertio à considérer toute tentative de ne pas se plier à cette logique d'action comme le signe d'une connivence avec les sandinistes. Comme on l'a vu les partis de la Coordinadora Democrática Nicaraguense (CDN) vont refuser de prendre part aux élections générales de novembre de 1984, mieux le candidat du Parti Libéral Indépendant, Virgilio Godoy, qui avait accepté de prendre part à la compétition s'en retirera pour "ne pas faire le jeu des sandinistes". Le principal quotidien d'opposition, La Prensa, optera pour la même attitude et n'aura de cesse de démontrer que les élections ne sont qu'une farce destinée à donner une aura démocratique au Front, et qu'en conséquence, nul ne saurait y participer. [24]. La Prensa ainsi que la CDN et le Conseil Supérieur de

l'Entreprise Privée (COSEP) ne tenteront jamais d'utiliser les quelques ouvertures auxquelles procède le régime sandiniste durant la campagne électorale pour tenter de consolider des espaces de liberté ou négocier et faire aboutir certaines revendications ponctuelles notamment en matière de libération de prisonniers politiques. Ainsi certains militants sociaux-chrétiens qui avaient tenté de s'opposer pied à pied aux sandinistes dans les organismes de pouvoir local, comme les Comités de Défense Sandiniste (CDS) créés pendant la lutte contre Somoza, ne tentent même plus de disputer une influence locale au membre du Front. De même les sections syndicales non sandinistes renoncent peu à peu à tenter de faire avancer des revendications propres. L'Eglise et son prélat loin de chercher à être l'intermédiaire entre l'opposition et le gouvernement exaltent "le combat de David (contra) contre Goliath (sandiniste)". Enfin le COSEP qui avait été à l'initiative de nombreuses actions contre Somoza en 1978 et en 1979 [25], loin de chercher à remettre sur pieds des actions du même type s'occupe à décapitaliser en attendant la victoire de la Contra. La réaction de ces différents secteurs à trois événements permet de saisir la persistance de l'adhésion des différentes composantes de l'opposition nicaraguayenne à ce schéma. L'embargo décrété en mai 1985 par les Etats-Unis à l'encontre du Nicaragua n'est perçu par l'ensemble de ces secteurs que comme le signe positif d'un durcissement des Etats-Unis. Les réactions sont tout aussi favorables au lendemain du vote du Congrès nord américain d'une aide de 100 millions de dollars à la Contra en juin 1986. De même lorsqu'au lendemain de ce vote les sandinistes suspendent sine die la parution de la Prensa, toute une partie de la rédaction de ce quotidien et la plus part des opposants se félicitent de l'événement affirmant que ce faisant les sandinistes "révèlent leur véritable nature". En bref tout doit être fait pour accréditer l'idée que le Front n'est pas simplement un parti totalitaire mais qu'il a fondé un régime totalitaire et que la seule opposition possible est le combat ami/ennemi, qu'aucun aménagement n'est possible ni souhaitable avec ce système.

Les transformations qui ont conduit à l'inscription des actions armées au registre d'un conflit ami/ennemi, à la mise entre parenthèse des revendications de tous les secteurs de l'opposition nicaraguayenne et à leur subordination à une victoire militaire sur les sandinistes n'ira pas sans débat au sein de la Contra ou de l'opposition civique nicaraguayenne. Un certain nombre de voix s'élèveront, notamment dans les milieux sociaux-chrétiens, chez les partisans d'Eden Pastora, chez les activistes des organisations de défense des droits de l'homme et parmi les Miskitos, pour affirmer que l'action armée doit aller de paire avec des négociations avec les sandinistes, que des accords

ponctuels sont possibles, et qu'une stratégie de libération "en pallier" [26] est envisageable. De même des critiques font se faire jour au sein des organisations armées, à tous les échelons de la hiérarchie à plusieurs reprises aussi bien au sein de l'ARDE, du FDN, de MISURA, puis de la RN. Elles visent le mode de conduite de la guerre, le recours systématique à la terreur, comme la transformation de la guerre en une entreprise devenue une fin en soi propre à assurer la survie ou l'ascension sociale de tout un chacun. Quel qu'ait été le bien fondé de ces critiques, il faut souligner que celles-ci furent longtemps sans écho, et que ceux qui les formulaient furent le plus souvent perçus comme des "alliés objectifs du sandinisme" et traités comme tels en fonction du principe ami/ennemi, à l'exception de personnalités de premier rang comme Arturo Cruz ou Eden Pastora. Il faut aussi ajouter que l'application de la terreur à l'encontre des opposants internes à la Contra se fera longtemps avec le consentement de fait de l'ensemble des contras, ainsi que du plus grand nombre des leaders de l'opposition civique ou des membres de l'Eglise nicaraguayenne.

Perception du politique sous le signe ami/ennemi, c'est à dire d'un conflit inexpiable, primauté des organisations armées et subordination de toutes les autres modalités de lutte à la guerre et à la défaite de l'ennemi sandiniste, tels sont donc les schémas au fondement de la praxis de la Contra et des multiples milieux sociaux et politiques composant l'opposition. C'est dire que de 1982 à 1988, les contras partageront toujours avec des communautés réelles ces schémas de pensée et d'action. Ces communautés qu'elles soient composées de ruraux des départements centraux, des multiples opposants urbains, des exilés ou des réfugiés vivant sous la houlette du HCR, se reconnaîtront dans leurs actes et n'émettront que peu ou pas de réserves. les accords de Sapoá, signés en mars 1988 entre sandinistes et contras, constitue à ce propos également un signe d'ancrage des contras dans une population de référence et de l'articulation de leurs actions armées à une reconnaissance du caractère indispensable de celles-ci par cette population.

Transformation du contexte, effacement du clivage ami/ennemi

On se souvient des faits : en mars 1988, contras et sandinistes signent un accord de cessez-le-feu à Sapoá qui trouvera sa conclusion avec la démobilisation de la Contra en juin 1990, au lendemain des élections de février 1990 remportées par l'opposition conduite par Violeta Chamorro. Ce qui mérite ici examen c'est comment les contras vont se rallier, en ordre dispersé et parfois contre l'avis de leurs camarillas dirigeantes à l'idée d'un cessez-le-feu et abandonner ce faisant leurs schémas de représentation et d'action. Ces mutations manifestent

plusieurs ruptures au regard non seulement de leurs modes de représentation et d'action passés, mais aussi dans la manière même dont elles se constituent. En effet, la lecture d'actions armées au départ parfaitement disparates selon le clivage révolution/contre-révolution avait été imposée par le Front qui avait désigné les auteurs de ces actions comme des contras qui, quant à eux, n'avaient pu élaborer un discours propre qu'en réponse et depuis une place qui leur avait été assignée par la Front. Ici ce ne sont pas les protagonistes armés qui vont imposer l'idée de négociations mais certains groupes de référence sur lesquels s'adosent les contras, groupes de références qui avaient jusque là non seulement accepté de différer toutes leurs revendications et de mettre en sommeil leurs modes d'action, mais qui plus fondamentalement avaient adopté le mode de lecture des événements à l'honneur dans la rhétorique de la Contra. Ce qu'il convient de saisir c'est comment va s'imposer une nouvelle lecture des événements et comment celle-ci va, pour reprendre le raisonnement de Berger et Luckmann, peu à peu imposer un nouveau sens aux événements, sens qui sera à son tour présent comme contexte. On a vu comment la Contra s'était interdite et avait interdit toute réflexion sur le cours de la guerre. C'est pourtant d'une réflexion sur le cours de la guerre et de ses modalités que va surgir cette nouvelle lecture qui va peu à peu faire sens pour l'ensemble des acteurs nicaraguayens. Elle va surgir du hiatus entre la rhétorique de la Contra et la réalité de la guerre. La Contra avait en effet à la fois affirmé qu'il n'était d'autre possibilité que la guerre et laissé sous-entendre que les sandinistes seraient rapidement défaits. Or l'expérience que font les ruraux et les guérilleros est tout autre. Alors que les contras ne seront jamais plus de 20 000, ils perdront de très nombreux hommes lors de leurs affrontements avec les forces de l'ordre : 1500 hommes de 1982 à 1983, 5800 de 1983 à 1984 et plusieurs milliers au cours des années suivantes. S'ajoutent à ces mort plusieurs centaines de mutilés et d'invalides [27]. De plus, la guerre n'épargne nullement les civils des zones rurales. En 1986, pas moins de 200 000 personnes soupçonnées de collaborer avec les insurgés ont été déplacés de force par l'armée. La plupart du temps leurs propriétés ont été confisquées au profit de coopératives sandinistes et beaucoup des villages dont elles sont originaires (près de 150) ont été détruits en représailles par l'armée [28]. Aussi face à la routinisation de la guerre, à son instrumentalisation, aux multiples destructions dont elle est porteuse, les communautés indiennes qui appuyaient les Miskitos en arme, les "caféiculteurs" et les éleveurs qui constituaient la base d'appui de la Contra dans les départements centraux en viennent à douter du bien fondé et de la légitimité du combat ami/ennemi et du refus de négocier avec l'adversaire. La routinisation de la guerre, son

instrumentalisation par les membres de l'état-major et leurs multiples dépendants devient d'autant plus problématique pour de nombreux commandants et des combattants que ces derniers sont à la fois témoins et victimes des ravages causés par la guerre, et simples spectateurs de la dolce vita de l'état-major dont ils sont exclus. Ceux-ci en viennent à douter des motivations idéologiques de leurs chefs confortablement installés dans la guerre, et ce aux dépens des combattants et des groupes de référence. Plus encore, les contras découvrent que les modalités mêmes de leur combat contre "l'ennemi sandiniste" ont été de paire avec des phénomènes de mimétisme, et que ce faisant, ils en sont venus à incarner pour ceux-là mêmes qui les soutenaient souvent inconditionnellement, une image de la barbarie et du chaos social. En effet, un certain nombre de ruraux qui autrefois appuyaient sans réserve la guérilla en viennent à craindre ses opérations en raison des représailles qu'elles entraînent. De plus, l'incapacité des groupes armés à défaire militairement les sandinistes et à les empêcher de se venger sur les populations civiles contribue encore un peu plus à créer une distance entre ces groupes et les paysans. Ce nouveau regard sur les modalités de l'action armée rencontre les critiques, au départ marginales et minorées dans les rangs de l'opposition anti-sandiniste, de militants des droits de l'homme proches de la Contra par leur anti-sandinisme. Ceux-ci pour la plupart proches de l'ANPDH ou de l'ancien dirigeant de la Contra, Arturo Cruz, mettent en avant l'impossibilité pour l'opposition armée de se référer à la démocratie et de se comporter comme une "légion de conquistadores". Ce regard rencontre aussi celui des partis politiques d'opposition qui dès le début 1987 appellent à la création d'une commission de paix chargée de faire instaurer un cessez-le-feu et d'organiser des élections générales et appuient les initiatives de paix du président costaricien Oscar Arias. Cette perception rencontre enfin celle de certaines fractions de la nébuleuse sandiniste qui devant les difficultés à anéantir définitivement la Contra souhaite également des négociations [29]. C'est ainsi sous la poussée des communautés miskitos de la région de Haulover que vont s'amorcer très tôt, dès 1985, les premiers pourparlers entre certains groupes de la guérilla indienne [30] et les sandinistes. Il faut en revanche attendre la fin 1987 pour que prennent formes des négociations entre les sandinistes et le gros de la Résistance Nicaraguayenne, négociations qui trouveront leur issue dans les accords de Sapoa en mars 1988. Enfin toute une branche de la Contra, le Front Révolutionnaire Sandino (FRS) d'Eden Pastora et ses proches, n'attendra même pas la conclusion de ces accords pour appeler à l'abandon de la lutte armée et à la participation à la compétition électorale. Ces accords de paix, l'abandon de la lutte armée par le FRS, ne sont pas simplement un

recours des acteurs à de "nouveaux points de repères pour l'évaluation des rapports de force et des règles concernant l'affrontement" [31]. Ils témoignent au contraire de l'apparition de thématiques démocratiques qui conduisent à la transformation du contexte guerrier. En effet, la capacité de groupes d'appui, civils, ruraux et urbains, à faire admettre leurs points de vue par les guérilleros se double d'une remise en cause des modes de fonctionnement propres à l'opposition armée qui sont autant de signes du surgissement de pratiques et de revendications démocratiques. Aussi convient-il d'examiner comment des thématiques démocratiques en viennent désormais à faire sens tant chez les guérilleros que chez les groupes qui les appuient. L'une des premières expériences de cette remise en cause tient aux modes de négociation des accords de cessez-le-feu. En Moskitia, ces négociations seront menées malgré l'avis défavorable de l'état-major de la guérilla miskito et il en ira de même lors des accords de Sapoa. Les commandants de la RN négocieront et parviendront à un accord en violant les ordres de leur commandement en chef. A d'autres occasions, des commandants cantonnés dans des positions subalternes ne se contenteront pas de remettre en cause de facto les directives de l'état-major mais mettront en question son mode de désignation et ses actions passées. En février 1988, deux des participants aux négociations de Sapoa exigent, sans remettre en question le rôle de Enrique Bermudez, commandant en chef de la R.N., que l'Etat major que ce dernier a nommé soit dissout et remplacé par un organisme élu par une assemblée générale des commandants. Ils obtiennent contre toute attente gain de cause en décembre. Parallèlement, le commandant Johnson chargé par Enrique Bermudez d'enquêter sur les crimes de guerre de la Contra et de présider le tribunal réuni afin de juger les auteurs de ces crimes, va transformer ce procès en un véritable référendum sur la conduite de la guerre et obtenir l'expulsion des responsables de ces atrocités. Enfin, en avril 1989, une assemblée générale des commandants destitue purement et simplement son commandant en chef et le remplace par un dirigeant élu : Israël Galeano, plus connu sous son nom de guerre de commandant Franklyn. L'analyse au jour le jour de ces péripéties révèle bien évidemment des intentions pour le moins composites. Les luttes pour le pouvoir et les prébendes qui lui sont associées côtoient les aspirations à la justice. L'expulsion des ex-gardes nationaux reconnus coupables de tortures et d'autres violations des droits de l'homme ne sera que temporaire. L'ensemble de ces événements n'en témoigne pas moins d'un nouvel état d'esprit et de nouvelles moeurs [32]. On se souvient de l'accueil réservé aux critiques émanant de certains secteurs de l'opposition lors de la mise en place de la rhétorique de la Contra. Ici, tout se passe au contraire comme si ces réserves étaient

devenues des lieux communs qui nourrissent les revendications de multiples acteurs. Les militants de l'Association Nicaraguayenne Pro-Droits de l'Homme (ANPDH), le commandant Johnson et ses assesseurs voient venir à eux les victimes d'exactions ou leurs proches qui n'hésitent plus à déposer très officiellement contre leurs bourreaux. L'idée que les dirigeants d'une organisation armée sont soumis à des lois communes à tous commence à se faire jour. La remise en cause de la conduite des plus hautes autorités de l'opposition armée n'apparaît plus comme une trahison, ni comme le possible ferment de la décomposition sociale, elle apparaît au contraire comme le moment d'une reconstruction d'un monde juste. De même lors des débats autour des détournements de fonds ou des viols pratiqués par les membres de l'état-major, ces derniers sont comparés à Somoza et ce faisant stigmatisés. On assiste à la fois à la remise en question d'intouchables hiérarchies naturelles, et à l'apparition de l'idée que le droit n'est pas un instrument au service des puissants mais vaut pour tous. La thématique du droit à avoir des droits commence elle aussi à émerger. En bref, ces événements ne doivent pas seulement être mesurés à des résultats "définitifs" - la destitution de Enrique Bermudez, l'expulsion temporaire des responsables de tortures et d'assassinats - mais aussi relativement aux dynamiques dans lesquels ils s'inscrivent. Les élections de février 1990 constituent également un moment important de cette émergence d'un contexte démocratique [33]. L'importance de celles-ci ne peut être circonscrite à un registre purement politique, stricto sensu, séparable des registres du social ou du juridique. Elles témoignent d'un nouveau regard sur les rapports entre les hommes. Les contras, en acceptant les élections et en y participant comme électeurs, comme candidat ou comme scrutateur, font éclater le paradigme ami/ennemi. Les divisions du social et politique sont reconnues. La coexistence et la nécessité d'arrangements avec les ennemis d'hier sont admises, ce à tous les niveaux : municipal, régional (côte atlantique) ou de la Chambre. Sans doute est-il impossible d'avancer que l'effacement du clivage ami/ennemi va de paire avec une représentation pleine et entière des principes au fondement de la démocratie représentative. On sait que ceux-ci restent précaires. Ce que Claude Lefort [34] appelle le processus de "désincorporation" est loin d'être pleinement reconnu. Même si les hiérarchisations sociales, leur rigidité, leur aspect naturel ont été très sérieusement ébranlées et remises en question, la distance entre les masses et les élites reste immense. Ainsi pour beaucoup de guérilleros, la candidate de l'Union Nationale d'Opposition (UNO) est créditée d'une quasi toute puissance et l'on attend d'elle une remise en ordre immédiate du pays. Il n'empêche que quelles que soient ces entraves et ces limites, une sociabilité démocratique n'en

est pas moins à l'oeuvre au sein de l'ensemble de la société nicaraguayenne et plus particulièrement dans les milieux ayant adopté la rhétorique de la Contra. Ce sont les membres du FRS et leur chef, Eden Pastora, qui rentrent au Nicaragua et participent à la campagne électorale, les uns dans les rangs de la UNO, les autres comme Pastora aux côtés des sociaux-chrétiens. Les ex-guérilleros de KISAN adoptent la même attitude. Beaucoup d'entre-eux sont candidats aux postes de conseillers municipaux ou de conseillers régionaux de la Région Autonome de l'Atlantique Nord (RAAN). Cette conversion démocratique touche aussi d'autres zones autrefois en dispute entre l'armée et la Contra. En effet ces départements, Boaco et Chontales (la région 5 - R.5), Matagalpa et Jinotega (R.6) et la région atlantique sud (R.8) ne sont pas simplement celles où la UNO réalise ses meilleurs scores : plus de 70% des voix dans la R.5, 57,85% dans la R.6 et 60,7% dans la R.8. Ce sont surtout celles où le taux d'accroissement du corps électoral a été le plus élevé. Alors que la moyenne nationale est de 10%, elle est de 20% dans la R.5 et de 25% dans la R.6. C'est dire combien les habitants des zones autrefois en guerre ont pris au sérieux l'enjeu électoral. Mieux, on sait que dans nombre de localités ceux là mêmes qui collaboraient avec les guérilleros ont été candidats aux élections municipales, parfois aux élections à la Chambre, ou le plus souvent scrutateurs. Cette remise en cause du clivage ami/ennemi et des fins dernières de la lutte armée, cette reconnaissance de principes au fondement de la démocratie vont de paire avec la formulation de demandes qui sont autant de manières de renouer avec des revendications refoulées au temps de la Contra. On assiste aussi, contrairement à ce qui avait prévalu jusque là, à l'apparition de revendications immédiates de la part d'acteurs qui s'inscrivaient jusque là uniquement dans la perspective du renversement de l'adversaire. Ainsi lors de leurs négociations avec le ministre de l'intérieur, les Miskitos vont remettre à l'honneur leurs luttes passées pour l'autonomie et le contrôle des ressources naturelles de la côte atlantique. S'ajoute à cette "réapparition" de revendications, un temps mises entre parenthèses, des demandes de "biens non collectifs" et pas seulement de "biens collectifs" selon la distinction de Mancur Olson [35]. En effet lors des discussions qui suivent l'instauration des cessez-le-feu, tant en Moskitia qu'à Sapoá, les négociations sur la création de zones de sécurité, l'octroi de per diem, de vivres et de vêtements aux combattants et à leurs familles, le versement d'indemnités lors des futures démobilisations, l'octroi de postes dans l'administration publique, de terres et de crédits, pèsent au moins autant si ce n'est plus que celles sur le futur global du pays. De même les négociations sur le désarmement de la Contra au lendemain de la victoire de Violeta Chamorro porteront sur les

dédommagements offerts aux guérilleros. Ceux-ci ne déposeront les armes et ne réintégreront le Nicaragua qu'après que le gouvernement ait accepté de financer la création de plusieurs "pôles de développement" destinés à accueillir les futurs démobilisés. La formulation de ces revendications spécifiques sont d'autant plus significatives que jusque là les contras, pour la plupart d'origine paysanne, n'évoquaient leur futur après la victoire qu'en terme de retour à leur métier où à leur milieux de départ. La volonté de l'ensemble des guérilleros, toutes tendances confondues, de négocier à leur profit l'obtention de "biens non collectifs", loin de faire l'objet de critique de la part des communautés sur lesquelles ils se sont appuyés lors de la guerre civile, est parfaitement acceptée alors que ces mêmes communautés manifestent leur hostilité à l'encontre des contras qui prétendent poursuivre leur combat tant que les sandinistes n'auront pas été militairement défaits. Mieux, beaucoup parmi les communautés de référence des contras considèrent ces aspirations à des avantages propres comme légitimes. Ainsi, les différents accords de cessez-le-feu, les élections puis la démobilisation de l'ensemble des guérilleros de la RN ne vont pas seulement entraîner de singuliers déplacements de perspectives chez ces derniers. En effet, de même que les discours des sandinistes sur le peuple-Un et les ennemis du peuple avaient introduit des tensions nouvelles dans une situation caractérisée par l'effondrement du système de confrontations/transactions en vigueur sous les Somoza, l'ouverture de négociations à la demande des différents milieux appuyant les contras va entraîner le remaniement d'un contexte marqué par la logique de l'affrontement et du tiers-exclu. Jusqu'alors, les guérilleros, tout comme leurs adversaires sandinistes, se définissaient par leur volonté de défaire militairement leurs adversaires et n'attendaient d'eux qu'une reddition sans condition. Le contexte nouveau né de la dynamique lancée par les négociations de paix témoigne d'une nouvelle lecture de la situation politique et de la reformulation de nouvelles visées de la part des contras : l'organisation à court terme d'élections libres et l'octroi d'avantages propres. La première de ces visées est une rupture manifeste avec leurs représentations passées, puisqu'ils acceptent l'incertitude propre à l'expérience électorale et ne font plus de l'abandon du pouvoir par les sandinistes un préalable à toute négociation. La seconde constitue la reconnaissance d'un thème longtemps indicible au sein de la Contra : la guerre est aussi devenue un mode de vie en soi. L'abandon de celui-ci et des avantages qui lui étaient attachés mérite dédommagement. Ainsi c'est dès le début 1988 que le contexte marqué par la prédominance du clivage ami/ennemi s'estompe au profit d'un contexte où sont à la fois à l'oeuvre des schémas démocratiques et des mécanismes autrefois au

centre des systèmes de confrontations/transactions en vigueur sous les Somoza.

Recontras : brouillage des schémas de représentation et d'action des contras Formées pour la plupart d'entre-elles par des vétérans de la Contra, les bandes de recontras se sont fait connaître dès le lendemain de la prise de fonction de Violeta Chamorro par des invasions de terres, des occupations d'édifices publics, des attaques de postes militaires, des blocages de route, des prises d'otages et des enlèvements contre rançon. Ces actions paraissent moins se situer dans un prolongement ou une rupture avec le registre du combat ami/ennemi que perpétuellement osciller entre ce registre et le souci de ne pas remettre en cause la paix conclue après les accords de Sapoa et une démocratie émergente. En effet, tant dans leurs manières de se définir, que dans leurs actions et leurs buts, les recontras semblent se caractériser au premier chef par la capacité à manier des thèmes largement contradictoires. On peut faire la même remarque à propos des réactions qu'ils suscitent chez ceux qui constituaient naguère leurs groupes d'appui, ou avaient accepté de différer leurs revendications au lendemain de leur victoire. Le premier signe de cette difficulté à se situer dans le présent, c'est à dire dans un "régime démocratique instable et écartelé" [36], tient à leur caractérisation du présent. Bien que des élections générales aient eu lieu, que plus de 85% des nicaraguayens y aient participé, que l'opposition ait remporté à la fois l'élection présidentielle et celle à la Chambre, les recontras n'hésitent pas à affirmer que les sandinistes sont toujours de facto au pouvoir et "co-gouvernement" avec la Présidente et son entourage. L'assassinat par les forces de l'ordre toujours aux mains des sandinistes de plusieurs dizaines de contras démobilisés, celui du président d'une association de propriétaires demandant la restitution des biens injustement confisqués par un escadron de la mort, sandiniste, le meurtre à ce jour non élucidé d'Enrique Bermudez, l'un des dirigeants de la Contra, seraient autant de preuves de la poursuite d'une entreprise de terreur à l'encontre des opposants aux sandinistes. Aussi affirment-ils tous avoir repris les armes en réaction à cet état de fait et précisent de la même façon qu'ils ne se désarmeront qu'après le limogeage du Général Humberto Ortega et d'autres hauts responsables sandinistes et que lorsque l'armée aura été purement et simplement abolie. Si les recontras formulent des critiques radicales à l'encontre de la politique de conciliation avec les sandinistes menée par la Présidente Violeta Chamorro, ils n'en formulent pas moins parallèlement des revendications concrètes. Les membres des différents groupes de recontras arguent pour justifier leurs actions du non respect des

promesses du gouvernement quant à l'octroi d'indemnités, de terres et de crédits lors de leur démobilisation. De plus, prennent-ils le soin de préciser que si partie ou totalité de ces engagements étaient respectés, ils déposeraient immédiatement les armes. Ces deux premiers arguments se combinent à un troisième qui témoigne avant tout de leur sentiment d'injustice, sentiment qui ne s'assortit généralement pas de la formulation de demandes concrètes. Nombre de recontras soulignent à l'envi que sans leurs actions militaires et leurs "sacrifices", les sandinistes n'auraient jamais accepté d'organiser des élections et encore moins de reconnaître leur défaite électorale. Ils constatent parallèlement que si certains de leurs anciens dirigeants sont devenus ministres, députés ou encore fonctionnaires, la majeure partie d'entre-eux et au premier chef les simples combattants n'ont tiré "aucun bénéfice" de leurs combats. Cet état de fait leur semble d'autant plus "injuste" que les sandinistes ont su "récompenser leurs partisans" et que, malgré leur revers électoral et leur passation du pouvoir, ces "avantages" n'ont pas été remis en question. Ce va et vient entre la mise en scène de la guerre et l'attentisme n'est pas moins sensible si l'on examine les pratiques des recontras. Les occupations de terres, de bâtiments publics ou les prises d'otages sont avant tout des gestes de colère relativement peu nombreux, au regard des heurts des années de guerre. Ce sont surtout autant d'événements discrets même s'ils peuvent par ailleurs contribuer à créer un sentiment diffus d'insécurité et d'instabilité. Les quelques actions militaires des recontras sont tout aussi sporadiques et ponctuelles. Les pratiques du Frente Norte 380 (FN 380), le plus structuré des groupes de réarmés, sont à cet égard des plus significatives. On a souligné l'écho fait, chez les anciens contras, de l'appel à reprendre les armes pour "renverser le système", symbolisé par un supposé pacte entre la Présidente et les sandinistes. Pourtant ni le FN 380, ni aucun des multiples autres groupes de recontras, n'ont remis en pratique la terreur contre-révolutionnaire pas plus qu'ils ne se sont relancés dans les sabotages systématiques qu'ils pratiquaient durant les années 1980. De même cherchent-ils le plus souvent à éviter les accrochages avec l'armée. Ce refus de fait de s'engager dans un nouveau combat ami/ennemi va pourtant de paire avec la mise en scène de sa possibilité. L'un des commandants du FN 380, José Angel Talavera/Chacal, présente ainsi régulièrement à la presse nationale ou internationale des missiles sol-air et affirme sa capacité à repousser toute attaque aérienne, sans jamais engager aucun combat d'envergure contre les forces armées. Les prises d'otages réalisées par Chacal en août dernier constituent une autre figure de ces oscillations entre l'appel à la rupture, au renversement du gouvernement et la volonté de négocier avec lui. José Angel Talavera commencera par

prendre en otages des hauts responsables gouvernementaux et des militaires venus négocier les conditions de son désarmement, réclamera la destitution d'Ortega et d'autres hauts fonctionnaires sandinistes ainsi que le limogeage des forces armées. Il les relâchera quelques jours plus tard après qu'un commando d'ex-militaires sandinistes aient, en représailles, pris en otages le vice Président de la République, Virgilio Godoy, et l'ex-Président de l'Assemblée Nationale, Alfredo César [37], et aient exigé la libération conjointe de leurs otages et de ceux de Chacal. Ce dernier proposera pour finir, de se constituer prisonnier afin d'être jugé pour son "grave manquement aux droits de l'homme du fait de sa prise d'otages", pour peu que l'on constitue un tribunal impartial à cette fin. Autre figure de ces brouillages, la singulière difficulté qu'éprouve les recontras à définir leurs adversaires et leurs alliés. On a vu comment ceux-ci s'élevaient contre le pacte d'une fraction de la UNO et des sandinistes. Les artisans de ce pacte ne sont toutefois pas les seuls à être la cible de leurs critiques ou de leurs coups de force. Certains anciens commandants de la Contra devenus de prospères exploitants agricoles, grâce à leurs bonnes relations avec le nouveau gouvernement et leurs anciens ennemis sandinistes, sont blâmés. Les recontras parlent d'ailleurs volontiers à leurs propos de "trahison" ou évoquent les "trente deniers de Judas". Bon nombre des politiciens de la UNO font l'objet des mêmes critiques. De même, les invasions de terres et les enlèvements contre rançon, visent, en plus des membres de la nébuleuse sandiniste - nouveaux riches ayant bénéficié de la pinata, coopérativistes, petits propriétaires membres de la UNAG... - des personnalités liées à l'ancien régime somoziste ou au COSEP, et parfois même d'ex-dirigeants de la Contra ayant obtenu des propriétés rurales et des crédits pour les mettre en valeur. Ces actions ont parfois été menées de concert avec d'anciens militaires sandinistes, les recompas. Les auteurs de ces actions conjointes, recompas et recontras, ont d'ailleurs usé d'un nouveau terme pour s'auto-désigner, revuelto/révolté. Cette capacité des recontras à se retourner contre ceux qui furent leurs alliés au temps de la Contra ou d'agir ponctuellement aux côtés de ceux qui furent leurs ennemis, s'assortit d'antagonismes entre les multiples bandes armées, ici encore sans précédent. En effet, quelles qu'aient été les rivalités au sein de la Contra et les luttes de pouvoir, celles ci n'avaient jamais entamé la cohésion globale d'un mouvement, cohésion reposant tout à la fois sur la contrainte et l'adhésion. Ici, les groupes sont autant de bandes indépendantes. Ils sont composés généralement de quelques dizaines personnes, mais ne dépasse jamais les cent à deux cents. Ces personnes sont groupées derrière un leader dont l'autorité passe par des relations personnelles avec chacun de ses subordonnés. En outre

les échelons intermédiaires du commandement font peu, ou pas, écran entre le commandant et ses partisans. Ces groupes ne sont pas seulement rivaux comme pouvaient l'être les différents groupes armés avant la formation de la Contra, ils peuvent même être en relation d'hostilité ouverte et s'affronter les armes à la main avec la même vigueur que lors des accrochages avec l'armée. Certains chefs de bande n'hésitent d'ailleurs pas à faire assassiner des partisans ou des membres des bandes rivales. L'installation dans le banditisme en affirmant agir dans le cadre d'une poursuite du combat ami/ennemi et en réclamant simultanément des négociations afin de pouvoir réintégrer la vie civile, constitue une dernière forme de brouillage entre le temps de la guerre et celui de la paix. On pourrait être tenté de voir dans ces brouillages un équivalent de ce que Michel Wieviorka dans son analyse des actions terroristes [38] a dénommé des "inversions". Plusieurs phénomènes interdisent pourtant un tel rapprochement. En effet, on ne distingue, à l'exception de la dégradation des actions armées en banditisme, ni éloignement du mouvement de référence, la Contra, ni même l'apparition d'une distance insurmontable entre les recontras et les communautés sur lesquelles ils s'adossaient jusqu'à leur démobilisation. Certes bon nombre d'agriculteurs des départements du centre nord, autrefois favorables aux contras, en appellent maintenant à des actions de l'EPS pour mettre fin à l'"insécurité", aux "actes de banditisme", et réduire les "groupes de délinquants". Il y a donc bien éloignement entre les recontras passés à l'action délinquante et les communautés qui les appuyaient naguère, tout comme il y a éloignement de ces recontras /acteurs délinquants du restant des recontras et de la plupart des ex-contras. Mais ces prises de distance ne sont en rien des coupures définitives. Il existe en effet plusieurs exemples, notamment en Moskitia, où des bandes délinquantes composées d'ex-contras, poursuivies par des détachements de police, composés pour une part d'anciens contras, se sont réfugiées dans leurs communautés d'origine et ont obtenu avec succès que les autorités de la commune intercèdent en leur faveur. Le meilleur exemple de cette oscillation entre le rejet et la complaisance est l'accueil fait à la prise d'otages réalisée par Chacal en août 1993 chez les électeurs de Violeta Chamorro et au sein des anciens guérilleros de la RN. Si certains députés de la UNO et les membres du gouvernement ont parlé d'un "geste inadmissible", beaucoup ont en revanche souligné le bien fondé des revendications de José Angel Talavera et tout spécialement celles relatives au démantèlement des forces armées et au respect des promesses faites par le gouvernement aux démobilisés. Mieux, les responsables du Parti Résistance Nationale, issu de la RN, sont venus lui demander de déposer les armes afin de pouvoir se joindre à lui et

de poursuivre son combat cette fois ci sur un plan civique. Des membres des associations de défense des droits de l'homme, des militants civilistes partisans de la non violence et du désarmement total du Nicaragua, affirment eux aussi publiquement se reconnaître dans le mouvement de Chacal, même s'ils condamnent sa prise d'otages. Dans l'ensemble les soutiens qui étaient autrefois ceux de la Contra, comme les contras démobilisés, se reconnaissent dans cette dénonciation du "co-gouvernement" et dans l'explication que donnent les recontras de leurs gestes : "on nous a poussé à la révolte en ne tenant pas les promesses qui nous ont été faites". Enfin tous font volontiers leurs le discours des recontras qui évoque la possibilité d'un renouveau de la guerre civile tout en se gardant bien de passer à l'acte.

Désenchantement, apparition de référents démocratiques et violence prosaïque Les oscillations des recontras entre l'évocation du combat ami/ennemi, le rappel des promesses non tenues par le gouvernement, les actes de violences à l'encontre des agents du gouvernement ou de tous ceux qui, face à leur extrême dénuement, leurs apparaissent comme des nantis, doivent être lues comme autant de signes d'un désenchantement et de sentiment de frustration et d'injustice face aux temps présents. Et c'est sans aucun doute cette lecture qui prévaut également au sein de leurs milieux de références. Le thème du désenchantement est on ne peut plus lisible dans l'évocation qui est faite du "co-gouvernement". L'élection de la candidate de la UNO à la Présidence et la majorité détenue par ses partisans à la Chambre n'ont pas permis la disparition des sandinistes de la scène politique et sociale. Ceux-ci constituent toujours la première force organisée du pays. De plus la victoire électorale de la UNO ne s'est nullement traduite par une amélioration tangible du sort des contras démobilisés. A cet égard pour les multiples opposants au sandinisme, le thème démocratique portait en lui une figure inversée du "bon régime" qu'avait incarné à ses débuts la révolution pour la majorité des nicaraguayens. Ce mythe d'une société réconciliée avec elle-même a fait long feu et les attentes qui avaient été contenues jusque là éclatent sans pouvoir être satisfaites et sans que l'on puisse plus évoquer ou croire à l'avènement d'une société réconciliée avec elle-même. L'évocation d'un possible retour à la guerre civile, associée à l'absence de tout passage à l'acte est aussi un signe de ce désenchantement et de cette perte de foi en l'avenir. Cette évocation apparaît comme une tentative de faire son deuil des espoirs suscités par la guerre passée. En effet, si le présent est aussi pénible que le passé qui avait conduit à prendre les armes, on rappelle en même temps les souffrances et les sacrifices qui accompagnèrent le combat

ami/ennemi. Ce faisant, au moment même où l'on brandit la menace d'une nouvelle guerre civile pour dire l'intolérable du présent, on dit aussi que cette guerre à venir, expérience faite de la précédente, n'est porteuse que de nouvelles souffrances, et en aucun cas de promesses d'améliorations futures. Ce sentiment de désenchantement s'accompagne d'une tension entre deux types de conduites : la multiplication de revendications en des termes qui attestent de l'émergence de schémas démocratiques ; une utilisation de la violence aux fins les plus prosaïques et les plus immédiates. Si j'oppose ici ces conduites pour des raisons descriptives, elles sont le plus souvent inextricablement enchevêtrées dans la mesure où la plupart des acteurs oscillent en permanence entre ces deux modèles. Les appels à la négociation qui accompagnent les actions des recontras, quelles qu'elles soient, ne sont pas seulement significatifs de leurs capacités à faire valoir des intérêts, ils manifestent aussi leurs sentiments d'"avoir des droits à avoir des droits" selon l'expression d'Hannah Arendt. En effet, l'évocation de la trahison du gouvernement à leur égard, du sacrifice de leurs intérêts par leurs anciens dirigeants militaires ou civils, devenus des agents du nouveau gouvernement, n'est pas seulement formulée en termes d'intérêts. Les recontras s'affirment aussi comme des sujets dont les droits ont été violés. Ainsi manifestent-ils un souci nouveau aux antipodes de l'époque de la guerre civile. Si les cas de démonstration de force sont nombreux, il existe autant d'exemples où, face aux vexations dont ils peuvent être l'objet de la part des forces de l'ordre, ils entendent faire valoir leurs droits devant les autorités ou les organisations de défense des droits de l'homme au lieu de se faire justice eux-mêmes. Les mots qu'ils emploient dans leurs revendications s'inscrivent par ailleurs dans un processus qui témoigne de la fin de la polarisation guerrière. Ils parlent en tant que démobilisés de la RN et marquent ainsi l'effacement du combat ami/ennemi, la fin de leur incorporation dans un "corps", la Contra, véritable intermédiaire entre les individus et la société, et leur inscription dans un espace socio-politique en tant que porteurs de droits reconnus lors des processus de démobilisation. De même, les prises de position que l'on peut relever à l'égard de telle ou telle action des recontras chez les électeurs de Violeta Chamorro ou de la UNO, chez d'anciens guérilleros de la RN, s'affirment comme telles, c'est à dire comme des jugements émanant d'individus qui ne se sentent liés ni par une discipline de parti ni par des affiliations quasi pré-politiques à une tradition libérale, conservatrice ou sandiniste. Les gestes des recontras sont motifs à des discussions sur le sens du cours des événements depuis l'arrivée au pouvoir de Dona Violeta. Cette discussion sur les actions des recontras et des revueltas provoque la même réaction chez ceux qui condamnaient naguère en bloc les

actions de la Contra, à savoir les milieux proches du sandinisme. La capacité des ex-contras à se présenter non pas comme les porteurs d'une nouvelle identité collective les ressoudant dans un nouveau combat ami/ennemi, mais comme des individus dont les droits sont bafoués, témoigne non seulement de l'abandon de schémas guerriers, mais d'un travail de "désincorporation", c'est à dire d'un moment essentiel comme l'a souligné Claude Lefort à l'instauration de la démocratie [39]. De même, les débats dont sont l'objet les revendications des démobilisés sont aussi autant de signes de l'émergence d'un "espace public", c'est à dire d'une capacité des Nicaraguayens, quelles que soient leurs attaches politiques primitives, à modifier leurs points de vue dans le débat surgi des événements. Rien n'est plus significatif de ce point de vue que l'accueil fait à certaines actions ou revendications des guérilleros de la RN démobilisés par l'intelligentsia, naguère proche du FSLN. Certes, elle évoque à propos des actions des revueltos l'apparition d'un "nouveau front de classe", certaines illusions basistes refaisant surfaces. Mais, il convient cependant de souligner que ces projections s'accompagnent d'une capacité inédite à décrire les motivations de ces acteurs et à analyser en des termes nouveaux les gestes de ceux qui étaient autrefois perçus en des termes purement idéologiques [40]. Les derniers aspects des actions des recontras, concerne l'utilisation de la violence aux fins les plus prosaïques. En effet, si ceux-ci barrent les routes, occupent des édifices publics ou des grandes propriétés afin d'attirer l'attention sur les injustices qu'ils subissent, leur violence a aussi des fins beaucoup plus prosaïques : les invasions de terres agricoles afin d'y construire leur maison et de les mettre en valeur, les enlèvements contre rançon, les attaques à main armée. Si l'on peut voir là une dégradation de l'action armée en simple banditisme ou, dans le sillage des travaux d'Alain Touraine et de François Dubet, des signes de conduite de "refus" [41], ou des manifestation de "rage" [42], il importe de noter que cette utilisation de la violence à des fins strictement prosaïques n'est nullement l'apanage des recontras, ni même des ex-guérilleros ou des ex-militaires. L'utilisation de la violence à des fins strictement prosaïques semble être un phénomène général. Cette violence ordinaire semble même s'être multipliée depuis l'arrivée au pouvoir de Violeta Chamorro [43]. Ces manières de "récupération individuelle" auxquelles se livrent les recontras et de multiples nicaraguayens plus ordinaires doivent aussi être lues au regard de deux autres phénomènes. Premièrement la capacité de différentes forces politiques de distribuer des "biens individuels" à leurs membres et à leurs partisans, le plus souvent au profit des noyaux dirigeants et aux dépens des gens du commun, n'est pas chose nouvelle en Amérique centrale. La nouveauté tient sans

doute à l'ampleur prise par le phénomène. En effet nombre de sandinistes ou de membres du nouveau gouvernement et leurs proches ont accumulé des fortunes substantielles, tant sous la forme d'actifs dans des entreprises privatisées, de biens immobiliers urbains, que sous la forme de propriétés agricoles, ou encore de liquidités. Une importante partie des biens ou des propriétés que se sont octroyés certains sandinistes ou responsables de la UNO ne sont que des appropriations de fait légalisées à la va-vite. C'est dire que cette frénésie redistributrice a aussi eu pour effet de contribuer à l'effritement de la distinction entre "l'acquisition frauduleuse" et "l'acquisition légitime". Cette frénésie redistributrice a eu lieu sur un fond d'égalisation des conditions sans précédent. Les dix années de régime sandiniste et de guerre civile ont entraîné à la fois une mise en contact de segments de la société jusque là isolés et une remise en question de la hiérarchie sociale. Si cette égalisation a eu des conséquences limitées, les grandes familles n'ont pas ou peu été affectées dans leurs biens propres [44], elle s'est toutefois traduite par la généralisation d'un sentiment d'injustice face à certaines formes d'exclusion et de misère. Acceptées auparavant comme "naturelles", si pénibles qu'elles aient-elles été, elles apparaissent aujourd'hui comme insupportables parce qu'injustes. Cette violence ordinaire, n'est donc pas seulement le signe d'une dépolitisation de la violence. Son utilisation prosaïque par de larges fractions de la société, et parmi elles les recontras, révèle d'une façon plus générale une perte du sens des règles sociales. Si lors de ces passages à l'acte les recontras sont en excès par rapport aux attitudes de leurs populations de référence, leurs conceptions ne le sont nullement. En effet de nombreux ex-guerrilleros de la RN, de ruraux qui les ont appuyé, jugent que ce faisant ils ne font qu'imiter, d'une façon somme toute modeste, ce que d'autres ont réalisé à grande échelle, et de citer l'ancien Président de la République Daniel Ortega, son frère Humberto Ortega, commandant en chef des forces armées, ou certains ministres de la Présidente Chamorro.

Conclusion La situation nicaraguayenne, des lendemains de la prise du pouvoir par les sandinistes aux premières années de la Présidence Chamorro, m'a fourni la matière à une réflexion sur les rapports entre violence et guerre civile. Si la guerre civile peut être décrite en termes schmittiens comme un combat ami/ennemi, ce combat ne constitue en aucune façon une quelconque essence du politique. L'exemple de la Contra montre au contraire combien cette représentation est une construction sociale. Des acteurs, au départ hétérogènes, dont fort peu situaient leurs actions dans ce schéma, devront se redéfinir pour adopter ce paradigme du combat ami/ennemi. L'emprise de ce

paradigme sera finalement de courte durée. L'air du temps, allié aux pressions de toute une partie des groupes de référence de la Contra, qui avaient accepté de subordonner leur action aux avancées de la lutte armée, obligeront les guérilleros à négocier avec les sandinistes et entraîneront ce faisant l'effacement du clivage ami/ennemi. Les modalités mêmes de la persistance de la violence au Nicaragua au lendemain de la démobilisation de la RN, ainsi que le mode d'action des recontras démontre aussi la fragilité de l'emprise de ce clivage. Les actions armées des recontras s'inscrivent moins dans la poursuite d'un combat en excès par rapport aux attentes de leurs communautés de référence que dans un brouillage des schémas d'action et de représentation des contras. Alors que jadis les contras avaient, un temps durant, attiré et subordonné d'autres acteurs, ils sont aujourd'hui pris dans les pesanteurs qui traversent l'ensemble de la société nicaraguayenne, leurs actions reflétant le plus souvent des courants déjà présents dans cet amont que constitue la société nicaraguayenne.

[1] Cette recherche ponctuelle est un fragment d'un travail plus vaste portant sur les guerres civiles qu'ont connu le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala de la fin des années 1970 au début des années 1990, et plus spécifiquement sur le rôle de médiateurs entre des conflits hétérogènes qu'ont joué les différents protagonistes armés.

[2] Cf. *La notion du Politique*, (1963) trad. fr., Calmann Lévy, 1972.

[3] Cf. *op. cit.*, p.65-68.

[4] Cf. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la FNSP, 1986 ; Barrington Moore, *Injustice. The Social Bases of Obedience and Revolt*, Macmillan, 1978.

[5] Le 19 juillet 1979.

[6] Matagalpa, Jinotega, Boaco et Chontales.

[7] Cf. A. Bendana, *Una tragedia campesina*, Editora de Arte, Managua, CEI 1991 ; C. Dickey, *With the contras, a reporter in the wilds of Nicaragua*, Simon and Schuster, New York, 1985 ; S. Dillon, *Comandos, the CIA and Nicaragua's Contra Rebels*, Henry Holt and Company, New York, 1992 ; O. Nunez (ed), *La guerra en Nicaragua*, CIPRES, Managua, 1991 ; A. Rouquié, *Guerres et paix en Amérique*

centrale, Le Seuil, Paris, 1992 ; D. Van Eeuven "Nicaragua" in A. Rouquié (ed), Les forces politiques en Amérique centrale, Karthala, Paris, 1991.

[8] Cf. La construction sociale de la réalité, Paris, Méridiens Klincksiek, 1989 (traduit de l'anglais, 1re éd., 1966)

[9] Je reprends l'utilisation et la définition qu'a donné D. Pécaut de cette notion in *Cronicas de dos decadas de politica colombiana 1968-1988, Siglo XXI, Bogota, 2e éd., 1989, p.29.*

[10] J'emprunte cette notion à Auguste Cochin, *L'esprit du Jacobinisme, (rééd.), Paris, PUF, 1979.*

[11] Cf. Charles Anderson, *Political and Economic Change in Latin America, Princeton, 1967* ; et le commentaire de François Bourricaud, "dictadura / dictablanda et la question de l'hégémonie en Amérique du sud" in Léo Hamon, *La fin des dictatures, Paris, Economica, 1983.*

[12] J'emprunte ces différentes notions à Claude Lefort, "La logique totalitaire" in *L'invention démocratique, Fayard, Paris, 1981*, ainsi qu'à l'usage qu'il en a fait dans *Un homme en trop, réflexions sur "l'Archipel du Goulag", Paris, le Seuil, 1975.*

[13] Cf. *l'Ordre et la Violence, évolution socio-politique de la Colombie entre 1930 et 1953, Paris, Editions de l'EHESS, 1987* ; *Entre le Peuple et la Nation, les intellectuels et la politique au Brésil, Editions de la MSH, Paris, 1989.*

[14] Cf. "Permanence du théologico-politique ?" in *Essais sur le politique XIX°-XX° siècles, Esprit/Seuil, Paris, 1986.*

[15] "Dictatorship and Double Standard", *Commentary, novembre 1979.*

[16] Cf. sur ce sujet Sam Dillon, *op. cit.*, et Roy Gutman *Banana Diplomacy, the making of american policy in Nicaragua 1981-1987, Simon and Schuster Inc., New York, 1988.*

[17] Cf. sur ce sujet *op. cit. note 9* et Charles Anderson "Nicaragua, the Somoza dynasty" in Martin Needler (ed), *Political Systems of Latin America, Princeton New Jersey, 1964, p 91-111.*

[18] Cf. les ouvrages de plusieurs intellectuels/dirigeants du Front parmi lesquels, Sergio Ramirez, *La Alba de Oro*, l'édition par ce dernier des écrits de Sandino, ou Jaime Wheelock, *Raíces de la lucha anticolonialista en Nicaragua et Imperialismo y dictadura*.

[19] Cf. référence note 15.

[20] *Encyclopedia Universalis, Organum*, p.60.

[21] J'ai présenté un résumé de ces arguments dans une note, "l'opposition nicaraguayenne à la recherche d'une stratégie", parue dans *Esprit*, juin 1987, p. 91-97.

[22] J'emprunte cette expression à Mancur Olson, *Logique de l'action collective*, (1^{re} éd. américaine 1966), trad. fr., PUF, Paris, 1978, et je suis le commentaire que J. D. Reynaud a consacré à cette notion dans *Les règles du jeu*, Paris, Armand Colin, 1989.

[23] Ces données sont tirées de Dillon Sam, op. cit.

[24] Cf. Philippe Burin des Rozières, "les élections au Nicaragua (4 novembre 1984)", *Problèmes d'Amérique latine*, n° 76, Notes et études documentaires, 2^o trimestre 1985.

[25] notamment de grèves où les ouvriers avaient été payés pour cesser le travail et participer à des manifestations contre le régime.

[26] Je reprends cette image à Alain Touraine et Alii in *Solidarité*, Fayard, Paris, 1982, p. 163.

[27] Cf. Orlando Nunez, op. cit., p. 277 et suivantes.

[28] Cf. Sam Dillon, op. cit., p

[29] Cette volonté de négocier sera le fait d'individus aussi dissemblables que Tomas Borge ou Orlando Nunez.

[30] Cette faction dirigée par le commandant Pantin prendra le nom de KISAN pour la paix.

[31] Olivier Dabène, "Amérique centrale, transformer les régimes" in G. Couffignal (dir.), *Réinventer la démocratie, le défi latino-américain*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.

[32] Cf. Sam Dillon, op. cit., chapitres 8 et 9.

[33] Je reprends et développe ici certains éléments d'un article consacré à l'analyse de ces élections - "Elections au Nicaragua : réaménagement du système des « concurrents pour le pouvoir »", Problèmes d'Amérique latine, n°2, nouvelle série, juillet-septembre 1991.

[34] Cf. L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire, Fayard, 1981 ; Essais sur le politique XIX°-XX° siècles, Paris, Le Seuil, 1986 ; Ecrire. A l'épreuve du Politique, Paris, Calmann Lévy, 1992.

[35] Cf. op. cit.

[36] Je reprends cette notion à Daniel Pécaut, "La question de la démocratie" in Quel avenir pour la démocratie en Amérique Latine ?, Paris, Editions du CNRS, 1989.

[37] Tous deux forts critiques à l'égard de la politique de conciliation menée par la Présidente.

[38] Cf. Sociétés et terrorisme, Fayard, Paris, 1988.

[39] Cf. Claude Lefort, L'invention démocratique, Paris, Fayard, 1981 et Essais sur le politique. XIX°-XX° siècles, Paris, Le Seuil, 1986.

[40] Cf. la revue de la UCA, Envio, ainsi que les travaux des sociologues du CIPRES et tout spécialement ceux d'Orlando Nunez.

[41] J'emploie le terme dans son acception tourainienne, cf. Alain Touraine, La voix et le regard, Paris, Le Seuil, p.128.

[42] Cf. l'emploi que fait François Dubet de ce terme à la suite de H. Arendt, La Galère, Fayard, 1987.

[43] 26 280 délits en 1990, plus de 30 000 en 1991 et 34 000 en 1992. Les attaques à main armée ainsi que les vols de bétail ont ainsi respectivement augmenté de 48 % et de 62 % de 1990 à 1991.

[44] Cf. Samuel Stone, The heritage of the Conquistadors. Ruling Class in Central America, University of Nebraska Press 1990 et Carlos M. Vilas, "Asuntos de familia : clases, linaje y politica en Nicaragua", Polémica, n°18, septembre-décembre 1992, San José, Costa Rica.

